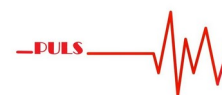


## « Pour une université libre et solidaire - PULS »



L'élection des conseils centraux de l'université est un moment important de la vie démocratique de la communauté universitaire. Pourtant, le rôle de ces conseils est régulièrement remis en cause par la création de superstructures, des réformes législatives mortifères (comme la LPR), l'asphyxie budgétaire décidée par les gouvernements successifs, et malheureusement par certains universitaires. En outre, les lois LRU (libertés et responsabilités des universités) et Fioraso (2013) notamment, en modifiant le mode d'élection des conseils et de la présidence de l'université, l'ont rendu contraire aux principes d'une université collégiale et démocratique. Cela conduit soit à l'exercice vertical du pouvoir, en cas de majorité absolue, soit à un jeu d'alliances, qui entraîne souvent incohérences, tensions voire de démissions.

Alors pourquoi présenter des listes de candidat·es ? Envers et contre tout, nous nous inscrivons dans une démarche de rassemblement de collègues syndiqué·es (SNESUP, CGT, SUD) et non syndiqué·es, et en prenant acte de ces bouleversements anti-démocratiques, présentons une **liste indépendante « Pour une université libre et solidaire » (PULS)**, afin de peser de toutes nos forces sur les délibérations et décisions des conseils, d'informer en direct la communauté universitaire de Paris 1 sur les enjeux et les questions à l'ordre du jour et de promouvoir autant que possible, avec votre appui, une politique universitaire au service des étudiant·es et de la société dans un cadre démocratique et collégial. Nous ne présentons pas de candidat·e à la présidence et n'accepterons pas de postes de vice-président·es ni de chargé·es de mission. **Notre but est de disposer d'élus·es en nombre suffisant pour promouvoir les principes au cœur de cette profession de foi et de nous consacrer avec sincérité et pugnacité à leur mise en œuvre. Nos priorités sont la transparence des débats menés sur l'avenir de notre université, la défense de tous les personnels et de tou·tes les étudiant·es et la promotion d'une université libre et solidaire**, animée par l'esprit du service public et pleinement consciente de son rôle face aux défis contemporains que sont notamment les crises démocratique, écologique et aujourd'hui sanitaire.

**« Pour une université libre »**, car plus que jamais il nous faut lutter contre la destruction du service public, programmée dans la Loi de Programmation Pluriannuelle pour la Recherche (LPR) ainsi que dans le rapport de pilotage de la masse salariale de l'IGAENR (Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche) d'avril 2019. Depuis des années, une opposition déterminée a pu freiner les effets de la loi LRU (notamment la modulation de services) et de la réforme de la formation des enseignant·es comme la hausse des droits universitaires pour tous les étudiants·es. Nous dénoncerons sans relâche Parcoursup, le nouveau baccalauréat, la réforme du lycée, les futures réformes de la formation des enseignant·es, ainsi que la destruction de notre système de retraite. Pour l'abrogation de la plupart des mesures de la LPR, nous refuserons catégoriquement de voter tout recrutement de type « *tenure track* » ou autre « CDI de chantier ». Nous réclamerons en revanche une loi de programmation et un vrai plan d'urgence - rendu tout particulièrement indispensable en ces temps de crise sanitaire et de bouleversements de nos conditions d'enseignement - en vue de recréer massivement des emplois statutaires et d'assurer, aux laboratoires comme aux chercheurs et aux chercheuses, les moyens nécessaires à leurs activités. Depuis des années, nous défendons les collègues enseignant·es et BIATSS et nous sommes opposé·es aux principes du RIFSEEP appliqué à ces dernier·es. Nous continuerons au sein des conseils de refuser l'application de mesures aux conséquences néfastes. Nous ferons respecter la liberté pédagogique et la propriété intellectuelle : la crise sanitaire ne doit pas servir de prétexte pour imposer un enseignement à distance et une diffusion sans contrôle ni consentement préalable. Nous insisterons pour que la présidence de l'université porte les positions de la communauté qu'elle représente auprès du ministère. Plus que jamais, il nous faut affirmer notre désir de partager un enseignement et une recherche articulés et élaborés dans une autonomie de pensée au service du plus grand nombre. Nous nous opposerons à toute volonté de les dissocier ou de les hiérarchiser. Nous demanderons que soit reconnu le temps nécessaire à la réalisation de nos missions d'enseignant·es, de chercheurs et de chercheuses, d'ITA et de BIATSS.

**« Pour une université solidaire »**, parce que nous devons construire ou reconstruire une maison commune, où chacun·e, enseignant·e, membre du personnel administratif, technicien·ne, bibliothécaire ou étudiant·e, se sente « chez soi ». Nous ne pouvons plus taire la souffrance au travail qui frappe de plein fouet tous les personnels, comme en témoigne tout récemment la décision (contre l'avis du Comité technique) de la suppression brutale du SAPAS contre laquelle nous nous sommes élevé·es. Nous devons recréer de la solidarité à l'université et faire vivre les collectifs qui la constituent, seules manières de résister à la précarité, à la concurrence tous azimuts, à l'individualisme et au repli sur soi. Comment parler d'« excellence » dans un contexte d'inégalités croissantes, de mise au ban des plus faibles, d'abandon des étudiant·es ou des collègues ? Ne nous y trompons pas : la soi-disant promotion des « meilleur·es » est incompatible avec un système qui s'attache à la réussite de toutes et tous. C'est pourquoi la lutte contre la précarité à l'université, chez les étudiant·es comme chez les personnels est note priorité absolue. Cette solidarité doit aussi être internationale et nous aurons à cœur de soutenir le programme PAUSE, l'accueil des collègues et étudiant·es en exil, et, notamment, le financement d'un " Diplôme Universitaire Passerelle Etudiants en Exil ».